



**Union des forces progressistes**

1999 Dandurand, Montréal, H2G 1Y8. Tél : 514-278-9014 sans frais 1-866-278-9014

Communiqué – publication immédiate

Solidaire des travailleurs et travailleuses mis à pied de GM, l'UFP pose des questions

**Montréal, le 28 août 2002.** La fermeture jeudi de l'usine GM de Boisbriand laissera 1200 travailleurs spécialisés sur le carreau. Plusieurs ont dû envisager une retraite anticipée. D'autres devront aller travailler pour la compagnie en Ontario s'ils ne veulent pas perdre leur emploi. D'autres encore devront, âgés de plus de 45 ans, chercher du travail à des conditions moindres pour des emplois pour lesquels ils ne sont pas préparés. La région des Basses-Laurentides perd l'une des usines les plus productives en Amérique, un débouché pour ses jeunes, un fleuron dont elle est fière. Il y a 15 ans, alors que sonnait l'alarme, le Gouvernement du Québec y allait d'un prêt sans intérêt de 220 millions remboursable trente ans plus tard dont la valeur, ajoutée au congé d'intérêt, est estimée à 400 millions, soit un peu moins que ce qu'ont coûté les transformations qui ont permis à cette usine de connaître des pics de production et de productivités enviables jusqu'en 1995. En 1999, Québec fait une nouvelle offre, de 360 millions, qui impliquent cette fois un investissement de la part de la compagnie de l'ordre de 800 millions. GM refuse et rapplique que les problèmes auxquels GM est confrontée ne se règlent pas avec de l'argent. Les modèles produits depuis la transformation (Firebird, Camaro) ne se vendent pas aussi bien que ceux produits antérieurement (Ciera et Celebrity) et encore moins que les voitures japonaises ou les voitures à 4 roues motrices. Le Pacte de l'auto, envolé avec l'arrivée de l'ALENA, ne peut plus garantir à l'industrie automobile canadienne une part de la production chez-nous. GM, comme toute transnationale, rationalise sa production en fonction de l'ensemble de son réseau, notamment le Mexique, où les conditions de travail pitoyables représentent un «avantage comparatif».

Si c'est avec impuissance que nous assistons à cette fermeture, elle est aussi une occasion de nous interroger sur les règles du jeu que nous souhaitons dans une société comme la nôtre. Quelle place faisons-nous aux responsabilités sociales des entreprises, en cours d'activité et en cas de fermeture? Quelles conditions voulons-nous réserver aux personnes victimes de fermeture? Comment parvenir à une plus grande maîtrise en tant que collectivité, des activités des entreprises chez-nous et de leurs retombées? À quelle logique répond la règle du soit-disant «marché»? Pourquoi la population d'un pays ne bénéficierait pas collectivement des fruits de l'activité économique plutôt que d'en faire principalement les frais? L'intelligence humaine et la volonté politique d'un peuple peuvent-ils contrecarrer les forces en apparence «intouchables» des transnationales? Aujourd'hui, nous sommes déçus que GM ait refusé une restructuration qui aurait pu permettre la survie de l'usine de Boisbriand. Pour Pierre Dostie, l'un des porte-parole de l'UFP, «bientôt, c'est peut-être toute l'industrie automobile, principale cause de l'émission du CO2 responsable

du plus grand danger de mort qui guette notre planète, qu'il faudra transformer». En effet, l'un des défis de l'industrie automobile, ce symbole d'une certaine conception du développement, est de la rendre moins polluante et moins dépendante des énergies fossiles, lesquelles se retrouvent en partie dans les pays de l'«axe du mal» déterminé par le président de l'«Empire global», G.W. Bush, qui n'a même pas daigné assister au Sommet de la terre de Johannesburg ouvert hier sur le thème du développement durable. Paradoxalement, l'«Empereur Bush» investit 20 fois plus d'argent dans la «lutte au terrorisme» et l'agression de l'Irak qu'il cherche à légitimer que dans le développement durable, qui est pourtant, de l'avis de nombreux spécialistes, l'un des gages d'une paix mondiale durable. Pour Molly Alexander, également porte-parole de l'UFP, «C'est non seulement l'usine de Boisbriand qu'il faut prendre en main, c'est la gouverne de notre pays, et celle de notre planète, notamment par la mondialisation des solidarités».

L'UFP exprime aujourd'hui toute sa solidarité envers les travailleurs et travailleuses de GM et leurs familles. Notre parti est favorable à l'introduction de lois strictes visant à réglementer les licenciements et les fermetures d'entreprises. Il est favorable à la gratuité de l'éducation, y incluant le niveau universitaire, et le droit à l'éducation tout au long de la vie afin de favoriser entre autres les réorientations de carrière. Il prône un revenu minimum garanti, une fiscalité davantage progressive, la prise en charge collective d'une économie alternative basée sur le développement durable, écologique et solidaire.

Pierre Dostie, Vice-président porte-parole de l'UFP, cel : 418-540-3285

[pierre.dostie@ufp.qc.ca](mailto:pierre.dostie@ufp.qc.ca)

Molly Alexander, Vice-présidente et porte-parole de l' UFP, cel : 514-502-2228

[molly.alexander@ufp.qc.ca](mailto:molly.alexander@ufp.qc.ca)